

## DÉCISION

Décision n°SR/AF/2024/ 175

Marché public relatif aux travaux de fourniture et pose des aires collectives de jeux

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°07 du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020, affichée le 6 juillet 2020 et reçue par la Sous-Préfecture de l'Arrondissement de SENLIS le 6 juillet 2020, portant délégations au Maire de Senlis en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment son article R2123-1 1°,

CONSIDERANT qu'après estimation des besoins, une procédure adaptée a été lancée pour les travaux de fourniture et pose des aires collectives de jeux,

CONSIDERANT que cette consultation prend la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires avec un maximum de trois (3) opérateurs économiques qui seront mis en concurrence à la survenance de chaque besoin,

CONSIDERANT qu'au terme de l'avis de publicité, publié le 19 janvier 2024 sur le profil acheteur, LE PARISIEN et E-marchéspublics.com, quatre (4) offres ont été réceptionnées dans les délais,

CONSIDERANT qu'il ressort de l'analyse que les offres de LUDOPARC, SOLS JEUX ENTRETIEN (SJE) et RECRE'ACTION sont économiquement les plus avantageuses,

## DÉCIDONS

**Article 1** – La conclusion d'un marché public multi-attributaires relatif aux travaux de fourniture et pose des aires de jeux avec les opérateurs économiques suivants :

- Groupement LUDOPARC (mandataire) / ILE-DE-FRANCE REVETEMENT (IFR) (cotraitant), 86 avenue Louis Roches - 92230 GENNEVILLIERS ;
- Groupement SOLS JEUX ENTRETIEN (mandataire) / KOMPAN/TRANSALP (cotraitant), Le Poste Blanc, route de Thoiry - 78770 AUTEUIL ;
- RECRE'ACTION, 6 avenue Bernard de Jussieu - 77700 SERRIS.

**Article 2** – Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents avec un montant maximum annuel de commandes de 100 000,00 € H.T.

**Article 3** – Le marché est conclu à compter de la date de notification pour une période d'un (1) an. Il pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois (3) fois.

**Article 4** – Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget général de la Ville.

**Article 5** – Le présent acte peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de son rendu exécutoire, pour saisir le tribunal administratif, 14 rue Lemerchier - 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6** – L'ampliation de la présente décision sera adressée à :

- La Sous-préfecture de Senlis,
- Le Receveur de Senlis,
- L'intéressé

29 MAI 2024



Par délégation du Maire,

Patrick GAUDUBOIS  
2<sup>ème</sup> adjoint

Cette décision a été,

Reçue en Sous-Préfecture le :

29 MAI 2024

Notifiée le :

29 MAI 2024

Publiée sur le site internet de la Ville :

29 MAI 2024